



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

**Revue de presse
du 16 au 22 Décembre 2017**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Biodiversité Marine	3
○ Biodiversité marine : Situation relativement stable des récifs coralliens de l’Océan Indien occidental	
○ Biodiversité Marine et Côtière : Le rapport de l’état des récifs coralliens de la région de l’océan Indien occidental	
○ La vigilance se renforce autour du récif de corail	
1.2 Développement Durable	9
○ Énergie – Les grands-mères solaires font la fierté du Menabe	
1.3 Santé	11
○ La politique en bref : Coopération COI/AFD	
○ Santé publique : La Commission de l’Océan Indien et l’AFD renouvèlent leur partenariat dans l’Océan Indien	
○ Veille sanitaire : 8 millions d’euros de l’AFD	
○ 8 millions d’euros pour la veille sanitaire dans la zone	

II. Centres d’intérêts

1.1 Développement Durable	15
○ Environnement / Deux jours de réflexion sur la gestion durable des déchets	
1.2 Tourisme	17

Biodiversité marine : Situation relativement stable des récifs coralliens de l’Océan Indien occidental

Les récifs coralliens de la région Océan indien occidental (OIO) sont en situation de stabilité, bien que relative, après le blanchissement des récifs de 1998 qui a occasionné des pertes de 25%, contre seulement 10 % après le blanchissement de 2016. Le blanchissement des coraux, phénomène survenu principalement avec le changement climatique et les pressions des activités humaines sur l'écosystème marin, provient de la perte des algues symbiotiques (zooxanthelles) qui vivent dans les tissus des polypes, ou d'une diminution dans leur concentration en pigments. Les coraux deviennent alors blancs. La perte des zooxanthelles conduit à la mort des coraux.

La situation actuelle des récifs coralliens de l'OIO amène les spécialistes à avancer que l'espoir est permis pour une sauvegarde de ces récifs, à condition que des mesures de gestion très actives soient prises. Néanmoins, les récifs de la région ont subi des dégâts non négligeables, ces dernières années : le tiers des sites a été sévèrement affecté par le blanchissement avec un pic entre avril et mai 2016. Les Seychelles ont été les plus touchées, ainsi que la Tanzanie et l'île Maurice.

Premier rapport. Ce tour d'horizon de l'état des récifs coralliens de la région Océan Indien Occidental ressort du rapport présenté le 9 décembre dernier à Nairobi, Kenya. Il s'agit du premier rapport du genre présenté en marge de l'assemblée générale de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI). Une publication dont l'objectif est de fournir des informations actualisées sur l'état des récifs coralliens dans la région, y compris l'impact d'un des plus importants blanchissements des coraux en 2016. Ce rapport présente ainsi la dernière compilation et l'évaluation quantitative des données sur la santé des récifs coralliens par les réseaux de surveillance régionaux dans l'OIO. Le document explique, entre autres, les facteurs de changement régionaux et comment ils évoluent au cours des prochaines années pour aider les pays dans la planification des impacts et la régénération des récifs coralliens.

Analyse et recommandations. Ce rapport qui est à la fois « une analyse scientifique des tendances de l'état de santé des récifs coralliens et une proposition de recommandations applicables dans la gestion des récifs et écosystèmes associés », comme l'a affirmé le Dr Judith Nyunja, chercheuse scientifique principal au Kenya Wildlife Service, est une démarche faisant

suite aux initiatives déjà prises au sein de la **Commission de l'Océan Indien (COI)** pour préserver la biodiversité marine et côtière dont font partie les récifs coralliens. En effet, conscients des valeurs socio-économiques et écologiques des récifs coralliens, les pays de l'OIO, à savoir l'Afrique du Sud, Comores, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie et Tanzanie, par le biais de cadres de coopération régionale comme **la COI** ou encore la Convention de Nairobi, se sont alignés sur l'ICRI pour tenter de fournir des solutions en vue d'aider à gérer et à conserver ces écosystèmes.

Recueillis par Hanitra R.



La vigilance se renforce autour du récif de corail



Les élèves de l'école du Centre de Saint-Leu avant de partir en expédition sous-marine.

Environnement. Sur la plage de Saint-Leu, aux Seychelles ou à Maurice, la préservation du récif corallien est devenue une priorité des institutions. Un rapport de la COI alerte sur les enjeux socio-économiques liés à la préservation

de ces écosystèmes.

La plage du centre de Saint-Leu est désormais sous contrôle. La classe de CM2 de l'école du Centre a décidé de veiller sur elle comme sur un bien précieux. Hier, ils étaient plus d'une vingtaine en lycra bleu à s'activer sur ce tronçon du rivage et sous l'eau pour observer, analyser, pour collecter des données et interroger la population afin de mieux comprendre leur environnement. C'est quoi le benthos. En bons scientifiques, les élèves ont pris le pouls, la température, recensé les poissons, les invertébrés et tout ce qui est stabilisé au sol.

Une leçon de chose grandeur nature encadrée par la Réserve naturelle marine de La Réunion (RNMR) en partenariat avec l'association Reef Check. Nous collectons des données selon le protocole Reef Check Marmailles ' dans le cadre des Aires Marines Educatives (AME), explique Tévamie Rungasamy, adjointe de la cellule scientifique de la RNMR. La première classe de ce genre a été ouverte, en 2012, au îles Marquises. Aujourd'hui, on en compte huit dans les Dom, dont quatre à La Réunion et une cinquantaine dans toute la France. '

Après l'étude sur site, les élèves entreront en interaction avec les élus pour leur faire des propositions qui seront formulés lors d'un conseil de la mer élargi. Il y a trop de déchets ', a rapporté une des élèves après enquête. L'année dernière, la classe de Véronique Léandre s'était déjà attaché à la propreté de la plage. Ses élèves avaient eu l'idée des cendriers confectionnés en recyclant des canettes. La municipalité de Saint-Leu avait dans le même temps adopté un arrêté interdisant de fumer sur la plage.

Au-delà de ce cas d'école, les rivages et surtout les récifs coralliens sont devenus un emblème et un indicateur du réchauffement climatique et de la détérioration de l'environnement qui en découle. A Saint-Leu comme partout dans le monde, l'état des coraux préoccupe.

A La Réunion, l'association Reef Check, créée en 2002 par Jean-Pascal Quod et Rémi Garnier, collecte chaque année des données et les envoie au siège de l'association. Indépendamment mais en complémentarité de celles du réseau de surveillance mondial des récifs coralliens (GCRMN), géré par la Réserve Naturelle Marine de La Réunion. Actuellement, le réseau compte ainsi 21 stations : 10 en pente externe et 11 en lagon. Les stations sont réparties de Sainte-Rose à Saint-Gilles, principalement sur la côte ouest de l'île.

Jusqu'à la mi-janvier, l'association propose à quiconque de venir participer au travail de recensement scientifique afin de diagnostiquer l'état de santé de l'écosystème. Un job plutôt sympa puisqu'il consiste à plonger avec une palette étanche. Aucune connaissance scientifique préalable n'est requise. Il suffit de se rendre sur la page Facebook de Reef Check Réunion pour s'inscrire. La prochaine session aura lieu le 27 décembre, histoire d'alerter la population sur les enjeux de préservation du lagon à la veille du réveillon de la Saint-Sylvestre.

Toutes les données collectées seront ensuite validées par les scientifiques locaux avant d'être envoyées vers la base mondiale de l'association. Une somme qui permet de suivre l'évolution des écosystèmes soumis au stress du réchauffement. Un travail de fourmis dont on mesure mal la portée. Mais ce type de collecte de terrain, réalisé à l'échelle mondiale, finit par produire des effets.

Le 9 décembre dernier, à Nairobi (Kenya), le premier rapport sur l'état des récifs coralliens dans l'océan Indien occidental (OIO) a officiellement été présenté, en marge de l'Assemblée générale de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI). Ce rapport a été élaboré grâce au concours de la **Commission de l'océan Indien (COI)**, à travers son **projet Biodiversité** financé par l'Union européenne.

Reconnaissant les valeurs socioéconomiques et écologiques importantes des récifs coralliens et des écosystèmes associés, les pays de l'OIO (Afrique du Sud, Comores, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie et Tanzanie), par le biais de cadres de coopération régionale, se sont alignés sur l'ICRI pour tenter de fournir des solutions en vue d'aider à gérer et à conserver ces écosystèmes.

Cette dynamique régionale comprend notamment un cadre régional pour surveiller et rendre compte de l'état des récifs coralliens par le biais du Réseau mondial de surveillance des coraux (GCRMN). Selon le Dr Judith Nyunja, Chercheur scientifique principal au Kenya Wildlife Service (KWS), la

situation, relativement stable après le blanchissement de 1998 qui avait occasionné des pertes de l'ordre de 25%, contre seulement 10 % après le blanchissement des récifs de 2016, laisse espérer une possibilité de sauvegarde des récifs si des mesures de gestion très actives sont prises. En veillant sur leurs récifs depuis bientôt 20 ans, les pays de la région contribuent à l'atteinte de l'Objectif de développement durable (ODD) n°14 des Nations Unies ainsi qu'à l'objectif d'Aichi n°11 de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Le premier encourage conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers aux fins du développement durable, tandis que le second fixe que 10% des aires marines protégées dans le monde soient efficacement gérées d'ici 2020

Énergie – Les grands-mères solaires font la fierté du Menabe



Ambakivao, un village isolé dans le Menabe, bénéficie de l'électricité. Grâce à l'énergie solaire et un programme initié par l'Inde.

Et la lumière fut. « Chaque année, l'ambassade de l'Inde envoie des grands-mères solaires, des femmes illettrées des villages reculés au Barefoot College afin d'y apprendre à fabriquer de petits équipements marchant à l'énergie solaire », raconte Digjivay Nath, chef de la chancellerie indienne à Madagascar. Aujourd'hui, l'initiative « Barefoot college pour Madagascar » prend de plus en plus de l'ampleur avec le petit village d'Ambakivao, au cœur des mangroves du Tsiribihina dans la région du Menabe. En fait en 2016, quatre grands-mères originaires d'Ambakivao, Rezema, Hanitra, Kingeline et Yollande ont suivi ce programme initié par le Wild World Fund for nature (WWF) et elles font actuellement la fierté du Menabe. Les villageois de cette communauté n'ont plus de problèmes du côté de l'électricité puisque ces derniers utilisent l'énergie solaire pour effectuer leurs activités quotidiennes depuis le début de ce mois de décembre, de jour comme de nuit. Cette petite communauté rurale gère près de 3 000 hectares de forêts de mangrove, avec le soutien du WWF.

Main dans la main

Le gouvernement s'est fixé comme objectif de former en technologie solaire sept cent quarante-quatre femmes issues de villages ruraux isolés, pour que les six cent trente mille ménages puissent accéder à l'éclairage moderne et à l'électricité. L'Union européenne soutient financièrement cette initiative à travers le programme « Énergies » de la Commission de l'océan Indien. Ce programme se poursuit afin d'acquérir le développement socio-économique durable. « Ambakivao est aujourd'hui la fierté du Menabe. Et c'est un accomplissement pour nous tous, le fruit de nos efforts communs. Depuis le départ de nos grands-mères en Inde jusqu'à l'acheminement des équipements solaires dans ce village, l'administration a travaillé main dans la main avec le WWF. D'autres villages suivront notre exemple », affirme Gilbert Romain, chef de la région Menabe.

Tsiry Razafindrazaka

COI et ses Projets

Santé

16 Décembre 2017

<http://www.newsmada.com/2017/12/16/la-politique-en-bref-156/>



La politique en bref : Coopération COI/AFD

Pour la troisième fois, l'Agence française de développement (AFD) appuie l'action de la **Commission de l'océan Indien (COI)** en faveur de la santé publique en Indianocéanie.

Jeudi dernier, le **Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Hamada Madi**, l'Ambassadeur de France à Maurice, Emmanuel Cohet, et le directeur de l'Agence française de développement pour Maurice, les Seychelles et **la COI**, Matthieu Discour a signé à Port-Louis la Convention de financement d'une troisième phase du projet de veille sanitaire.

Santé publique : La Commission de l'Océan Indien et l'AFD renouvèlent leur partenariat dans l'Océan Indien



© COI

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Hamada Madi, l'Ambassadeur de France à Maurice, Emmanuel Cohet, et le directeur de l'Agence française de développement pour Maurice, les Seychelles et la COI, Matthieu Discour, ont signé le jeudi 14 décembre, à Port-Louis, la Convention de financement

d'une troisième phase du projet de veille sanitaire pour un montant de 8 millions d'euros sur cinq ans.

La récente épidémie de peste pulmonaire ayant frappé Madagascar il y a quelques semaines, souligne la vulnérabilité des îles face aux risques épidémiques et montre la nécessité d'une coopération en santé pour mieux prévenir les risques et crises sanitaires. C'est dans ce contexte que la Commission de l'Océan Indien et l'Agence française de développement ont décidé de créer en 2009, le réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA) qui arrive à échéance. Le 14 décembre, l'Agence française de développement (AFD) a appuyé l'action de la Commission de l'océan Indien (COI) en faveur de la santé publique en Indianocéanie, pour la troisième fois.

« Le nouveau projet Santé que financera l'Agence française de développement servira à renforcer le réseau de Surveillance épidémiologique et de gestion des alertes (SEGA), instrument efficace de sécurité qui regroupe 250 professionnels en santé humaine et animale, mais aussi à placer dans le viseur des experts de l'Unité de veille sanitaire de la COI, l'impact des changements climatiques et des catastrophes naturelles sur la santé publique », a indiqué Hamada Madi, le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien.

Ce nouveau programme de **Veille sanitaire** permettra aussi l'approfondissement et l'amplification des collaborations avec les partenaires techniques de la région, dont le CIRAD, l'Agence régionale de santé océan Indien, l'Institut Pasteur de Madagascar ou encore la Plateforme d'intervention régionale de la Croix-Rouge (PIROI). L'Ambassadeur de France a, à ce titre, souligné « la contribution de la Région Réunion dont l'engagement financier a permis d'ajouter la dimension "santé animale" à l'intervention régionale, notamment à travers le CIRAD ».

Grâce au partenariat entre **la COI** et l'AFD, 25 épidémiologistes ont été formés et mobilisés sur le terrain lors des précédentes crises sanitaires qu'ont connu les pays membres de **la COI**. 7 nouveaux épidémiologistes ont reçu leur diplôme lors de cette cérémonie de renouvellement de partenariat. Ils viendront renforcer le nombre de spécialistes dans la région.



<http://dom-tom.niooz.fr/sante-publique-la-commission-de-l-ocean-indien-et-l-afd-renouvellent-leur-partenariat-dans-l-ocean-indien-22639985.shtml>

Veille sanitaire : 8 millions d'euros de l'AFD



La Convention de financement d'une troisième phase du projet de veille sanitaire dans l'océan Indien, d'un montant de 8 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD), et étalé sur cinq ans, vient d'être signée jeudi dernier à Port Louis (Maurice). Le ministre des Postes, des télécommunications et du

développement numérique, Neypatraiky Rakotomamonjy, a représenté la partie malgache.

« Ce nouveau projet servira à renforcer le réseau de **Surveillance épidémiologique et de gestion des alertes (Sega)**, mais également à placer dans le viseur des experts de **l'Unité de veille sanitaire** l'impact des changements climatiques et des catastrophes naturelles sur la santé publique », a indiqué le **Secrétaire général de la COI, Hamada Madi**, dans un communiqué.

Il visera également l'approfondissement et l'amplification des collaborations avec les partenaires techniques de la région, dont le Cirad, l'Agence régionale de santé océan Indien, l'Institut Pasteur de Madagascar et la Plateforme d'intervention régionale de la Croix-Rouge (PIROI).

En marge de cette convention, deux épidémiologistes formés par **la COI**, une Mauricienne et un Seychellois, ont reçu leur diplôme après deux ans de formation. Absents durant la cérémonie, cinq autres épidémiologistes malgaches de la même promotion ont été également sanctionnés par un certificat.

À ce jour, 25 épidémiologistes ont été formés grâce au partenariat entre **la COI** et l'AFD.

Recueillis par Sera R.

8 millions d'euros pour la veille sanitaire dans la zone



image article

Santé. La semaine dernière à Maurice, l'Agence française de développement (AFD) et la Commission de l'océan Indien (COI) ont renouvelé leur partenariat en faveur de la santé publique. Les deux organismes ont signé la Convention de financement d'une troisième phase du projet de veille sanitaire pour un montant de 8 millions d'euros sur cinq ans.

Objectif : lutter contre les risques épidémiques. L'épidémie de chikungunya en 2005-2006 a montré la nécessité d'une coopération en matière de santé. La seconde phase de ce projet de coopération a permis de créer le réseau de **Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA)**.

La 3e phase du projet lancée la semaine dernière servira à renforcer le **réseau SEGA** qui regroupe 250 professionnels en santé humaine et animale, mais aussi à placer dans le viseur des experts de l'Unité de veille sanitaire de **la COI** l'impact des changements climatiques et des catastrophes naturelles sur la santé publique.

Le nouveau projet **Veille sanitaire** vise aussi l'approfondissement des collaborations avec les partenaires techniques de la région (Cirad, Agence régionale de santé océan Indien, Institut Pasteur de Madagascar, Piroi...).

À ce jour, 25 épidémiologistes ont été formés grâce à ce partenariat entre **la COI** et l'AFD, qui a mobilisé au total près de 20 millions d'euros de dons.

Environnement / Deux jours de réflexion sur la gestion durable des déchets



L'Université des Comores, la direction de l'environnement et l'association 2 Mains organisent depuis hier mardi, un forum autour de la gestion durable des déchets. L'objectif visé est la sensibilisation et la mobilisation du grand public.

Un forum autour de la gestion durable des déchets se tient à Moroni depuis hier. Une question au centre des préoccupations des Comoriens. Le projet initié par la faculté des sciences de l'Université des Comores, a reçu l'appui du ministère de l'environnement et l'association 2 Mains.

Le forum a pour objectif de sensibiliser et appeler à la mobilisation du grand public sur la question des déchets, d'échanger sur les problématiques, les enjeux mais aussi sur les bonnes et mauvaises pratiques de gestion des déchets en se basant sur des cas concrets et rassembler les acteurs insulaires, nationaux et internationaux afin de déterminer des axes prioritaires et des ressources essentielles au développement d'une politique de gestion durables des déchets.

« Les déchets ont toujours un impact sur l'homme et son environnement. Une bonne gestion des déchets est une condition majeure de développement social, économique et environnemental surtout des îles à fort potentiel touristique », assure J. Bassa Mazzoni, l'ambassadrice de France en Union des Comores.

La diplomate juge urgent d'appuyer la mise en place de plans de collecte pérennes en partenariat avec l'Etat, les gouvernorats et les communes, de soutenir les activités d'économie circulaire (tri et recyclage des déchets) et sensibiliser la population sur le tri des déchets et de trouver des solutions pour enlever les déchets encombrants.

« Cette démarche est vraiment essentielle pour l'environnement, le tourisme et la santé de la population, poursuit-elle. La valorisation des déchets doit devenir un fil conducteur des interventions menées par les partenaires au développement en vue de créer du service, de l'activité économique et de l'emploi grâce à la transformation des déchets ».

Du côté de la vice-présidence en charge de l'environnement, l'émergence passe nécessairement par la maîtrise des déchets.

« La gestion des déchets est un peu optimale. Au niveau de la capitale, la production des déchets est estimée en moyenne à 60 tonnes par jour et le taux de collecte est seulement de 40% avec un service de collecte très irrégulier. Et en plus de cela, ces déchets ne sont ni triés et ne subissent aucune forme de valorisation », lance Siradji Mkandzilé, le directeur général adjoint à la direction de l'environnement, avant d'ajouter que « c'est vous dire l'importance que nous accordons à ce forum ».

Au cours de la rencontre, de nombreux stands ont présenté des initiatives nationales et régionales en faveur d'une gestion durable des déchets aux Comores. Des artisans recycleurs de Moroni, des universitaires et des techniciens spécialistes ont proposé une série de démonstrations sur les activités du recyclage et de production d'énergies renouvelables à partir des déchets.

Mohamed Youssouf

Centres d'Intérêts

Tourisme

20 Décembre 2017

<https://www.lexpress.mu/article/322448/arrivees-touristiques-barre-12-million-presque-franchie>



Année record pour les visites: les recettes liées au tourisme aux Seychelles augmentent de 20% en 2017

Victoria, Seychelles | | December 20, 2017, Wednesday



1 Les Seychelles ont, depuis le mois de novembre, établi un nouveau record d'arrivées touristiques

(Seychelles News Agency) - L'année 2017 a été bonne pour l'industrie touristique des Seychelles, qui a vu ses recettes touristiques augmenter de 20% par rapport à l'année précédente, a déclaré lundi le ministre du Tourisme.

"Nous avons, depuis novembre, établi un nouveau record d'arrivée touristique. Le point important est ; les recettes touristiques correspondantes qui jusqu'en novembre 2017, selon les chiffres de la Banque centrale des Seychelles indiquent une augmentation de 20% ", a déclaré M. Maurice Loustau-Lalanne dans un discours lors de la réunion de marketing de fin d'année de la **Seychelles Tourism Board (STB)** au Kempinski Resort à Baie Lazare.

Le Bureau national des statistiques a enregistré 326 523 visiteurs entrants dans le pays au 10 décembre, soit une augmentation de 16% par rapport à la même période l'année dernière.

L'Allemagne a dominé le marché avec 48 218 arrivées, soit une augmentation de 29% par rapport à l'année dernière. La directrice générale du **STB**, Mme. Sherin Francis, décrit le pays comme «l'un de nos marchés à la croissance la plus rapide».



Parlant de l'augmentation des nouveaux vols vers les Seychelles cette année, Mme. Francis a déclaré que la nouvelle dynamique des compagnies aériennes à côté de celles qui sont existantes en Europe devrait aider à maintenir et à renforcer certains marchés sur ce continent. (Vanessa Lucas, **Seychelles Tourism Board**) Photo License: [CC-BY](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Photo 2 Parlant de l'augmentation des nouveaux vols vers les Seychelles cette année, Mme. Francis a déclaré que la nouvelle dynamique des compagnies aériennes à côté de celles qui sont existantes en Europe devrait aider à maintenir et à renforcer certains marchés sur ce continent.

La directrice de **STB** pour l'Allemagne, Mme. Edith Hunzinger, prévoit une augmentation de 10% pour 2018, bien qu'Air Seychelles ne vole plus directement vers le pays.

"Même si Air Seychelles a arrêté ses vols vers Düsseldorf, je n'ai pas remarqué de différence dans les chiffres du marché puisque Condor a réintroduit ses vols d'hiver. Nous devons voir ce qui se passera en mai, juin et juillet de l'année prochaine, car c'est à cette période qu'Air Seychelles a commencé cet itinéraire ", a déclaré Mme. Hunzinger.

La France a envoyé le deuxième plus grand nombre de visiteurs, malgré une baisse de 5% par rapport à 2016; les Emirats Arabes Unis étaient au troisième rang, avec une augmentation de 34% de visiteurs en 2017 par rapport à 2016.

L'Italie arrive en quatrième position et le ministre a déclaré que "c'est un marché européen ayant besoin d'un vol direct. Nous travaillons dur pour

trouver une solution car le manque de vol direct vers l'Italie entrave sa croissance.

" Parlant de l'augmentation des nouveaux vols vers les Seychelles cette année, Mme. Francis a déclaré que la nouvelle dynamique des compagnies aériennes à côté de celles qui sont existantes en Europe devrait aider à maintenir et à renforcer certains marchés sur ce continent.



Photo 3 Le Bureau national des statistiques a enregistré 326 523 visiteurs entrant au pays au 10 décembre, soit une augmentation de 16% par rapport à la même période l'année dernière.(Vanessa Lucas, **Seychelles Tourism Board**) Photo License: [CC-BY](#)

Le marché ayant enregistré la plus forte baisse en nombre de visiteurs est la Chine, avec 11 710 visiteurs au total cette année contre 14 194 en 2016, soit une baisse de 18%.

En ce qui concerne les défis auxquels le ministère du **tourisme** a dû faire face cette année, M. Loustau-Lalanne a déclaré qu'ils avaient déjà commencé un exercice visant à traiter avec les établissements touristiques non agréés, ce qui constitue un problème pour le pays.

Le ministre a également parlé des attaques contre les visiteurs et a déclaré que le ministère travaille déjà en étroite collaboration avec les forces de police pour identifier les zones les plus touchées, où les patrouilles d'agents de sécurité seront augmentées.

Mme. Francis a déclaré que "2018 sera une autre année difficile en particulier à cause de l'augmentation et de la concurrence plus agressive et de diverses incertitudes qui existent dans l'industrie du voyage."

Bien que la **STB** anticipe ces défis l'année prochaine, le conseil demeure optimiste et a fixé une croissance cible de 8 à 10%.



<https://www.youtube.com/watch?v=Vh9TrOZSEVc>